ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 24 juillet 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant approbation du premier contrat de gestion conclu entre LA POSTE et l'Etat belge", a donné le 5 août 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 24 juli 1992 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot goedkeuring van het eerste beheerscontract tussen DE POST en de Belgische Staat", heeft op 5 augustus 1992 het volgend advies gegeven :

Sous réserve de l'obtention de l'accord du ministre du Budget, les observations suivantes sont formulées.

OBSERVATIONS GENERALES.

I. En ce qui concerne les modifications à des dispositions légales.

En plusieurs de ses dispositions, l'arrêté royal en projet modifie des dispositions légales. Pour ce faire, le Roi trouve une habilitation, tantôt dans l'article 1er, § 2, de la loi du 21 mars 1991 (article 2 du projet), tantôt dans l'article 1er, § 3, de la même loi (article 3 du projet), tantôt dans l'article 2, § 1er, de cette même loi (articles 6 à 11 et 14 du projet).

A propos de cette dernière disposition, il importe de rappeler que, dans son avis L. 19.954/9, la section de législation avait estimé que "l'habilitation donnée au Roi est excessive" (1).

Comme la section de législation l'a relevé dans son avis L. 21.599/9 sur le projet d'arrêté royal portant approbation du contrat de gestion entre l'Etat et Belgacom, "il ressort des travaux préparatoires de la loi précitée que la volonté du législateur, affirmée à plusieurs reprises,

(1) Doc. parl., Chambre, s.o. 1989-1990, n° 1287/1, p. 161.

est de concevoir cette habilitation de manière restrictive" (1).

Il conviendra donc d'examiner si les articles 6 à 11 et 14 de l'arrêté en projet n'excèdent pas l'habilitation conférée au Roi par le législateur.

II. Nature du contrat de gestion.

Selon l'article 3, § 5, de la loi du 21 mars 1991, "le contrat de gestion ne constitue pas un acte ou règlement visé à l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. Toutes ses clauses sont réputées contractuelles". Cette disposition n'a pas prêté à discussion lors des travaux préparatoires de cette loi.

Il en résulte que n'étant pas revêtu d'un caractère réglementaire au sens de l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, le contrat de gestion ne doit pas être examiné par la section de législation.

III. Intervention des Chambres législatives.

Il peut être utile de rappeler aux auteurs du projet l'article 23, § 6, de la loi du 21 mars 1991 qui,

---

(1) Doc. parl., Chambre, s.o. 1989-1990, n° 1287/1, p. 10; Doc. parl., Chambre, s.o. 1989-1990, n° 1287/10, p. 45; Doc. parl., Sénat, s.o. 1990-1991, n° 1173/2, p. 25.

selon les travaux préparatoires de cette loi, s’applique aussi à l’arrêté en projet.

Ainsi , selon le commentaire de l'article 2, "en vertu de l'article 23, § 6, du présent projet, ces arrêtés royaux feront l'objet d'un rapport aux Chambres législatives" (Doc. parl., Chambre, s.o. 1989-1990, n° 1287/1, p. 10). Ce passage a été confirmé en Commission du Sénat (Doc. parl., Sénat, s.o. 1990-1991, n° 1173/2, p. 22).

Il convient que l'arrêté en projet ainsi que le contrat de gestion soient communiqués aux Chambres législatives.

* *

*

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

Ainsi qu'il a déjà été observé, l'intitulé ne rend pas suffisamment compte du contenu de l'arrêté en projet qui est plus vaste que la seule approbation du premier contrat de gestion de LA POSTE.

Il est proposé de le rédiger comme suit :

"Arrêté royal portant approbation du premier contrat de gestion de la Régie des postes et fixant des mesures relatives à cette régie".

Préambule.

1. Les textes doivent être référés au préambule, dans l'ordre décroissant de leur intensité de force obligatoire, et les textes de même intensité, dans leur ordre chronologique, en commençant par le plus ancien (Traité de légistique formelle, règle n° 34).

2. Il y a lieu de viser dans le préambule les textes modifiés par l'arrêté en projet en mentionnant leurs modifications.

3. Sous réserve des observations qui seront faites à propos de la légalité de certaines dispositions du projet, le préambule doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droits, notamment l'article 38;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal n° 431 du 5 août 1986, l'arrêté royal n° 513 du 27 mars 1987, les arrêtés royaux n° 526 et 542 du 31 mars 1987, le décret du 1er juillet 1987, la loi du 21 août 1987, le décret du 13 juillet 1988, les décrets des 16 et 21 décembre 1988, les lois du 16 juin 1989 et du 15 janvier 1990, le décret du 27 juin 1990, l'ordonnance du 19 juillet 1990, les lois du 6 août

1990 et des 28 et 29 décembre 1990, les décrets du 28 février 1991, du 27 mars 1991 et du 3 juillet 1991 et les lois des 20 et 22 juillet 1991;

Vu la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, modifiée par les lois des 10 octobre 1967, 6 février 1970, 2 juillet 1981 et 27 mars 1991;

Vu la loi du 26 décembre 1956 sur le servie des postes, modifiée par les lois des 20 août 1962, 6 juillet 1971, 9 juillet 1976 et 2 juillet 1981, par les arrêtés royaux n○ 104 du 16 novembre 1982 et n○ 437 du 5 août 1986 et par la loi du 21 mars 1991;

Vu la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, modifiée par la loi du 28 décembre 1973, par l'arrêté royal n○ 182 du 30 décembre 1982, par la loi du 15 mai 1984, par l'arrêté royal n○ 437 du 5 août 1986 et par les lois du 21 novembre 1989 et du 21 mars 1991;

Vu la loi du 7 août 1974 instaurant le droit à un minimum de moyens d'existence, notamment l'article 9, modifié par l'arrêté royal n○ 484 du 22 décembre 1986 et par l'arrêté royal du 9 novembre 1988;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réformes de certaines entreprises publiques et économiques;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, modifié par les arrêtés royaux des 19 mars 1970, 15 octobre 1971, 21 août 1974,

20 mai 1975, 19 décembre 1975, 12 février 1976, 19 février 1976, 11 mars 1976, 5 mai 1976, 7 septembre 1979, 19 septembre 1979, 28 avril 1980, 16 mai 1980, 30 décembre 1980, 10 juillet 1981, 19 novembre 1981, 8 décembre 1981, 21 janvier 1983, 8 avril 1983, 16 novembre 1983, 20 décembre 1983, 6 mars 1984, 2 avril 1984, 28 août 1984, 3 septembre 1984, 13 novembre 1984, 17 décembre 1984, 13 septembre 1985, 26 février 1986, 16 avril 1987, 8 décembre 1987, 14 mars 1989, 4 juillet 1989, 22 décembre 1989, 8 mars 1990, 6 avril 1990, 27 juillet 1990, 18 octobre 1990, 20 novembre 1990, 21 décembre 1990, 25 juin 1991, 17 juillet 1991 et 27 mars 1992;".

4. Le considérant doit être omis du préambule et inséré dans le rapport au Roi.

5. Le préambule doit également viser, avant l'avis du Conseil d'Etat, l'accord du ministre du Budget de même que la date à laquelle cette formalité préalable sera accomplie.

Proposant.

Il y a lieu d'écrire : "... de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre ...". La même adaptation doit être faite à la signature du projet.

Dispositif.

Observations préalables.

1. Il est proposé de diviser l'arrêté en projet en chapitres qui regroupent les dispositions ayant un lien entre elles, et ce de la manière suivantes :

a) Le chapitre premier s'intitulerait : "Classement de la Régie des postes parmi les entreprises publiques autonomes" et reproduirait les articles 1er à 3 du projet.

b) Le chapitre II s'intitulerait : "Modifications à la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal" et reproduirait l'article 6 du projet.

c) Le chapitre III s'intitulerait : "Modifications à la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes" et reproduirait les articles 7 et 8 du projet.

d) Le chapitre IV s'intitulerait : "Modifications à la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes" et reproduirait les articles 4, 5, 9 et 10 du projet. Comme on le verra ci-après, il se justifie en effet d'intégrer les articles 4 et 5 du projet dans la loi du 6 juillet 1971.

e) Le chapitre V s'intitulerait : "Modifications à l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du

service postal" et reproduirait les articles 12 et 13 du projet (1).

f) Le chapitre VI s'intitulerait : "Dispositions finales" et reproduirait les articles 14 à 16 du projet.

2. Afin d'assurer une meilleure lisibilité du nouveau statut de la Régie des postes, mieux vaut éviter de laisser subsister des dispositions autonomes, lesquelles, dans la mesure du possible, doivent être intégrées dans les textes organiques de cette Régie.

Article 1er.

1. A l'alinéa 1er, il faut encore écrire "la Régie des postes" au lieu de "LA POSTE", les articles 129 et 130 de la loi du 21 mars 1991 n'entrent en vigueur qu'"à la date à laquelle la Régie est classée parmi les entreprises publiques autonomes" (article 154, alinéa 1er, de la même loi).

2. L'alinéa 2 doit figurer dans les dispositions finales, à l'article 15 en projet.

---

(1) Comme on le verra lors de l'examen des articles, l'article 11 du projet semble superflu et doit être omis.

Article 2.

La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 2. Dans l'article 1er, A, de la loi du 16 mars 1954 ..., les mots "Régie des postes sont supprimés"".

Article 3.

Il doit être rédigé plus simplement comme suit :

"Art. 3. L'article 1er, § 4, de la loi du 21 mars 1991 ...est complété comme suit : "3° LA POSTE"" (1).

Article 4 (devenant l'article 12).

Comme il a été dit ci-dessus, il est proposé de remplacer cette disposition par une disposition modificative de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, sous la forme d'un article 2, alinéa 2 nouveau, et, dès lors, de faire figurer l'article 4 en projet dans le chapitre IV sous la forme d'un article 12 rédigé comme suit :

---

(1) Des textes déjà soumis pour avis au Conseil d'Etat, il ressort que Belgacom est classée au 1° et la SNCB au 2° de cette disposition.

"Art. 12. L'article 2, alinéa 2, de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, abrogé par la loi du 21 mars 1991 précitée, est rétabli dans la rédaction suivante :

"La prise de participation visée à l'article 13, § 2, alinéa 1er, 2°, de la loi du 21 mars 1991 portant ... est fixée ... (la suite comme au projet)"".

Article 5 (devenant l'article 13).

La même observation vaut pour cette disposition qui serait reproduite à l'article 4 de la loi du 6 juillet 1971 précitée et qui figurerait dans le chapitre IV de l'arrêté sous la forme d'un article 13 rédigé comme suit :

"Art. 13. L'article 4 de la même loi, abrogé par la loi du 21 mars 1991, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Les immeubles et droits réels immobiliers appartenant à l'Etat et dont la liste est annexée à la présente loi sont cédés gratuitement à LA POSTE""(1).

---

(1) Voyez l'article 10, § 3, de la loi du 21 mars 1991.

Article 6.

1. Le projet excède les pouvoirs donnés au Roi en ce qui concerne l'intervention du ministre des Finances qui est supprimée par l'article 6, § 2, du projet.

Les délégués du ministre ont précisé que cette intervention a été supprimée à tort. En effet, les établissements publics de crédit continuent à dépendre du ministre des Finances.

Au paragraphe 2, on écrira :

"... les mots "Sur proposition du ministre qui a LA POSTE dans ses attributions" sont remplacés ... (la suite comme au projet)".

2. D'autre part, il existe une discordance entre le paragraphe 3 et les paragraphes 1er et 5 de l'article 6, en ce qu'ils suppriment les bureaux de poste, alors que le paragraphe 3 ne les supprime pas.

L'article 6 doit être revu.

C'est sous réserve de l'observation concernant la discordance, que l'observation suivante est formulée :

Article 6 (devenant les articles 4 à 8).

Il est d'usage de consacrer un article à chaque modification.

L'article 6 en projet doit donc être rédigé comme suit :

"Chapitre II. Modifications à la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal.

Art. 4. Dans l'article 3, alinéa 4, deuxième phrase, de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, modifié par la loi du 21 mars 1991, les mots ...

Art.5. Dans les articles 3, alinéa 5, et 5, alinéa 4, de la même loi, modifiés par la loi du 2 juillet 1981, les mots ...

Art. 6. Dans l'article 9, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 21 mars 1991, les mots ...

Art. 7. Dans l'article 19 de la même loi, modifié par la loi du 21 mars 1991, le mot ...

Art. 8. Dans l'article 21, deuxième tiret, de la même loi modifié par la loi du 21 mars 1991, les mots ...".

.../...

Articles 7 et 8 (devenant les articles 9 à 11).

Il est proposé de les rédiger comme suit :

"Chapitre III. Modifications à la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes.

Art. 9. Dans l'article 3, alinéa 2, de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, modifié par les lois du 2 juillet 1981 et du 21 mars 1991, les mots ...

Art. 10. Dans l'article 32, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 21 mars 1991, les mots ...

Art. 11. Dans l'article 34 de la même loi, les mots ...".

Article 9 et 10 (devenant les articles 14 à 17).

1. L'article 9, § 5, du projet complète l'article 27 de la loi du 6 juillet 1971 par la disposition suivante "la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, ainsi que ses arrêtés d'exécution ne sont pas d'application à LA POSTE".

D'une part, cette disposition excède les pouvoirs donnés au Roi par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

L’explication donnée à ce sujet par le rapport au Roi n’est pas pertinente, l’arrêté royal du 27 juin 1991 dont il est question ne contenant aucune disposition applicable à LA POSTE.

D’autre part, c’est dans la loi elle-même du 10 avril 1990 qu’il y a lieu d’exclure LA POSTE du champ d’application de ce texte. Il appartiendra au ministre de l’Intérieur de proposer une telle modification.

L’article 9, § 5, du projet doit être omis.

2. L’entrée en vigueur de l’arrêté en projet entraînera l’abrogation de nombreuses autres dispositions de la loi du 6 juillet 1971 prévue par l’article 151 de la loi du 21 mars 1991 en vertu de l’article 154 de la même loi. Ne subsisteront plus après cette entrée en vigueur que les articles 1er, alinéa 1er, 2, alinéa 1er, 3, 8, § 2, 10 (partim), 12, alinéa 1er, 14, § 4, 15, 16, 17, alinéa 1er, 17bis, 18, 21, 23 et 24.

Comme le Conseil d’Etat l’avait déjà suggéré dans ses avis L. 19.954/9 et 20.153/9 sur le projet devenu la loi du 21 mars 1991, "il serait d’une meilleure technique légistique d’adopter de nouveaux textes organiques des institutions concernées en y insérant les modifications envisagées dans le projet et l’indication de leur soumission au régime des entreprises publiques autonomes".

Il est, dès lors, proposé de les rédiger comme suit :

"Chapitre IV. Modifications à la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes.

Art. 14. (1) L'article 8, § 3, de la même loi du 6 juillet 1971 est abrogé.

Art. 15. A l'article 10 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 437 du 5 août 1986 et par la loi du 21 mars 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 3, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante : (la suite comme au projet);

2° le paragraphe 4, 1, est remplacé par la disposition suivante : "§ 4. ... (la suite comme au projet) (2)".

Art. 16. L'article 14, § 4, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 182 du 30 décembre 1982 et par la loi du 21 mars 1991, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 14. (la suite comme au projet)".

---

(1) Aux articles 12 et 13 figurent, en effet, les textes proposés plus haut pour remplacer les articles 4 et 5 du projet.

(2) Sous réserve d'écrire, à l'alinéa 1er, "cinq p.c." au lieu de "5 %" et, à l'alinéa 2, "l'article 28 de la loi du 21 mars 1991 précitée".

Art. 17. Dans l'article 17 de la même loi, modifié par la loi du 21 mars 1991, les mots ...".

Article 11.

La disposition en projet est superflue étant donné la modification apportée par l'article 151, § 3, de la loi du 21 mars 1991 à l'article 24 de la loi du 6 juillet 1971, laquelle maintient les termes "Administration des postes" et "Régie des postes" et ce en vertu de la règle "lex specialis generali derogat".

Article 12 (devenant les articles 18 à 22).

Il serait plus clair de diviser en cinq articles les modifications présentées en cinq paragraphes, car il y a risque de confusion entre les paragraphes du projet et les paragraphes en projet. Si cette suggestion est suivie, l'article 15 du projet devra être adapté en conséquence.

Dans les phrases liminaires, l'usage est de rappeler les modifications antérieures encore en vigueur.

L'article 12 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Chapitre V. Modifications à l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal".

Art. 18. L'article 7 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, modifié par l'arrêté royal du 17 décembre 1984, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7. ..." (1).

Art. 19. Dans le titre Ier, chapitre Ier, du même arrêté est insérée une section IV intitulée "Imprimés électoraux", comprenant un article 41 et rédigé comme suit :

"Article 41 ... (la suite comme au projet, sous réserve d'écrire en français : "§ 1er")" (2).

Art. 20 L'article 62 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 11 mars 1976, est complété par l'alinéa suivant : (3).

---

(1) Dans l'article 7 en projet, la division en paragraphes n'est pas justifiée car aucun de ceux-ci ne regroupe au moins deux alinéas.

(2) Les articles 41 et 42 étant abrogés par l'arrêté royal du 8 mars 1990, il paraît peu recommandable d'insérer un article 42bis.

(3) La rédaction de l'alinéa 2 en projet n'est pas claire. En outre, il faudrait écrire : "celles visées à l'article 59, 2° et 5° ...".
Il s'agit, au 2°, de la correspondance en franchise postale émanant de certains membres des Chambres législatives, des Conseils communautaires ou régionaux et de leurs services, et, au 5°, des correspondances expédiées en exécution des lois électorales.

Art. 21. L’article 70, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l’arrêté royal du 11 mars 1976, est remplacé par l’alinéa suivant :.

Art. 22. Sont abrogés dans le même arrêté :

1° l’article 8, modifié par les arrêtés royaux des 17 décembre 1984 et 21 décembre 1990;

2° l’article 9, modifié par l’arrêté royal du 17 décembre 1984;

3° l’article 10 modifié par les arrêtés royaux des 17 décembre 1984 et 8 décembre 1987;

4° les articles 11, 12 et 13 modifiés par l’arrêté royal du 17 décembre 1984;

5° l’article 24, § 2, modifié par l’arrêté royal du 17 décembre 1984;

6° l’article 65, § 1er, alinéa 2, modifié par l’arrêté royal du 8 décembre 1981;

7° l’article 66, alinéa 2, modifié par l’arrêté royal du 11 mars 1976;

8° l’article 69, modifié par les arrêtés royaux des 11 mars 1976 et 8 décembre 1981;

9° l'article 79, modifié par l'arrêté royal du 19 février 1976;

10° les articles 80 et 82, modifiés par l'arrêté royal du 21 janvier 1983".

Article 13 (devenant l'article 23).

Il n'est pas d'usage de modifier un arrêté modificatif.

Il convient donc d'écrire :

"Art. 23. Dans le tableau des taxes et des conditions des opérations postales annexé au même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 27 mars 1992, les tarifs 6 et 11 sont abrogés".

Articles 14 à 16 (devenant les articles 24 à 26).

1. Pour rappel, ces dispositions figureraient dans un chapitre VI intitulé "Dispositions finales".

2. A l'article 14, 2°, en projet (devenant l'article 24, 2°), il y a lieu d'ajouter les mots ", modifié par l'arrêté royal n° 484 du 22 décembre 1986 et par l'arrêté royal du 9 novembre 1988".

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire "derde lid" au lieu de "alinéa 3".

3. De l'accord des délégués du ministre, l'article 15, devenant l'article 25, doit être rédigé comme suit :

"Art. 25. Le présent arrêté et ses annexes entrent en vigueur le jour de leur publication au Moniteur belge, à l'exception des articles ... dudit arrêté qui entrent en vigueur le 1er janvier 1995".

Annexes.

1. Le contrat de gestion doit être visé puisqu'il est annexé à l'arrêté en projet.

2. Etant donné que l'annexe actuelle au projet d'arrêté deviendrait une annexe à la loi du 6 juillet 1971 (cf. l'intégration de l'article 5 en projet à l'article 4 de la loi du 6 juillet 1971), il est opportun de rédiger son intitulé comme suit :

"Liste des immeubles et droits réels immobiliers visés à l'article 4 de la loi du 6 juillet 1971".

Observation finale.

Le texte néerlandais de certaines dispositions est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques propositions de texte sont faites à ce sujet dans le présent avis.

Onder voorbehoud dat de akkoordbevinding van de minister van Begroting wordt verkregen, worden de volgende opmerkingen gemaakt.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Wat de wijzigingen in wetsbepalingen betreft.

Het ontworpen koninklijk besluit wijzigt, in verscheidene van zijn bepalingen, wetsbepalingen. Daartoe treft de Koning nu eens in artikel 1, § 2, van de wet van 21 maart 1991 (artikel 2 van het ontwerp), een machtiging aan, dan weer in artikel 1, § 3, van dezelfde wet (artikel 3 van het ontwerp), maar ook in artikel 2, § 1, van dezelfde wet (artikelen 6 tot 11 en 14 van het ontwerp).

Wat deze laatste bepaling betreft is het van belang eraan te herinneren dat de afdeling wetgeving in haar advies L. 19.954/9, geoordeeld had dat "de aan de Koning verleende machtiging ... overdreven (is)" (1).

Zoals de afdeling wetgeving in haar advies L. 21.599/9 over het ontwerp van koninklijk besluit houdende goedkeuring van het beheerscontract tussen de Staat en Belgacom heeft opgemerkt (blijkt) "uit de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet (...) dat het de wil van

---

(1) Gedr. St., Kamer, gewone zitting 1989-1990, nr. 1287/1, blz. 161.

de wetgever is, en dit werd herhaaldelijk gesteld, dat die machtiging in enge zin wordt opgevat" (1).

Het is dus aangewezen te onderzoeken of de artikelen 6 tot 11 en 14 van het ontworpen besluit de machtiging die door de wetgever aan de Koning is gegeven, niet overschrijden.

II. Aard van het beheerscontract.

Volgens artikel 3, § 5, van de wet van 21 maart 1991 (is) "het beheerscontract ... geen akte of reglement bedoeld in artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. Alle clausules in het beheerscontract worden geacht contractueel te zijn". Deze bepaling heeft geen aanleiding gegeven tot discussie ten tijde van de parlementaire voorbereiding van deze wet.

Hieruit volgt dat het beheerscontract door de afdeling wetgeving niet onderzocht behoeft te worden daar het niet van reglementaire aard is in de zin van artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

---

(1) Gedr. St., Kamer, gewone zitting 1989-1990, nr. 1287/1, blz. 10;
Gedr. St., Kamer, gewone zitting 1989-1990, nr. 1287/10, blz. 45;
Gedr. St., Senaat, gewone zitting 1990-1991, nr. 1173/2, blz. 25.

III. Rol van de Wetgevende Kamers.

Het kan nuttig zijn de stellers van het ontwerp te herinneren aan artikel 23, § 6, van de wet van 21 maart 1991 dat, volgens de parlementaire voorbereiding van deze wet, ook toepasselijk is op het ontworpen besluit.

Zo wordt in de commentaar op artikel 2 gesteld dat "krachtens artikel 23, § 6, van dit ontwerp, (over die koninklijke besluiten) aan de Wetgevende Kamers verslag zal worden uitgebracht" (Gedr. St., Kamer, gewone zitting 1989-1990, nr. 1287/1, blz. 10). Deze passage is bevestigd in de Senaatscommissie (Gedr. St., Senaat, gewone zitting 1990-1991, nr. 1173/2, blz. 22).

Het ontworpen besluit alsook het beheerscontract behoren aan de Wetgevende Kamers te worden voorgelegd.

*

* *

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Opschrift.

Zoals reeds werd opgemerkt, geeft het opschrift niet voldoende de inhoud van het ontworpen besluit weer dat

ruimer is dan de loutere goedkeuring van het eerste beheers-contract van de Post.

Voorgesteld wordt het als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit tot goedkeuring van het eerste beheers-contract van de Regie der Posterijen en tot vaststelling van maatregelen met betrekking tot die regie".

Aanhef.

1. Teksten met wettelijke waarde moeten vóór gewone koninklijke besluiten worden aangehaald, evenals gewone koninklijke besluiten vóór ministeriële besluiten. Teksten van dezelfde waarde moeten elkaar in chronologische orde opvolgen, te beginnen met de oudste (Wetgevingstechniek, regel nr. 34).

2. In de aanhef dient te worden verwezen naar de teksten die door het ontworpen besluit worden gewijzigd en dienen de wijzigingen ervan te worden overgenomen.

3. Onder voorbehoud van de opmerkingen die gemaakt worden over de wettigheid van sommige bepalingen van het ontwerp moet de aanhef als volgt geredigeerd worden :

"Gelet op de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de

oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 38;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 431 van 5 augustus 1986, op het koninklijk besluit nr. 513 van 27 maart 1987, op de koninklijke besluiten nrs. 526 en 542 van 31 maart 1987, op het decreet van 1 juli 1987, op de wet van 21 augustus 1987, op het decreet van 13 juli 1988, op de decreten van 16 en 21 december 1988, op de wetten van 16 juni 1989 en 15 januari 1990, op het decreet van 27 juni 1990, op de ordonnantie van 19 juli 1990, op de wetten van 6 augustus 1990, 28 en 29 december 1990, op de decreten van 28 februari 1991, 27 maart 1991 en 3 juli 1991 en op de wetten van 20 en 22 juli 1991;

Gelet op de wet van 2 mei 1956 op de postcheque, gewijzigd bij de wetten van 10 oktober 1967, 6 februari 1970, 2 juli 1981 en 27 maart 1991;

Gelet op de wet van 26 december 1956 op de Postdienst, gewijzigd bij de wetten van 20 augustus 1962, 6 juli 1971, 9 juli 1976 en 2 juli 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 104 van 16 november 1982 en nr. 437 van 5 augustus 1986 en bij de wet van 21 maart 1991;

Gelet op de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, gewijzigd bij de wet van 28 december 1973, bij het koninklijk besluit nr. 182 van

30 december 1982, bij de wet van 15 mei 1984, bij het koninklijk besluit nr. 437 van 5 augustus 1986 en bij de wetten van 21 november 1989 en 21 maart 1991;

Gelet op de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van een recht op een bestaansminimum, inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 484 van 22 december 1986 en bij het koninklijk besluit van 9 november 1988;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van : 19 maart 1970, 15 oktober 1971, 21 augustus 1974, 20 mei 1975, 19 december 1975, 12 februari 1976, 19 februari 1976, 11 maart 1976, 5 mei 1976, 7 september 1979, 19 september 1979, 28 april 1980, 16 mei 1980, 30 december 1980, 10 juli 1981, 19 november 1981, 8 december 1981, 21 januari 1983, 8 april 1983, 16 november 1983, 20 december 1983, 6 maart 1984, 2 april 1984, 28 augustus 1984, 3 september 1984, 13 november 1984, 17 december 1984, 13 september 1985, 26 februari 1986, 16 april 1987, 8 december 1987, 14 maart 1989, 4 juli 1989, 22 december 1989, 8 maart 1990, 6 april 1990, 27 juli 1990, 18 oktober 1990, 20 november 1990, 21 december 1990, 25 juni 1991, 17 juli 1991 en 27 maart 1992;".

4. De considerans moet in de aanhef vervallen en ingevoegd worden in het verslag aan de Koning.

5. In de aanhef moet eveneens verwezen worden, vóór het advies van de Raad van State, naar de akkoordbevinding van de minister van Begroting alsook naar de datum waarop dit voorafgaande vormvereiste vervuld zal zijn.

Voordrachtformulier.

Men schrijve : "... van Onze Vice-Eerste Minister en Minister ...,". Dezelfde aanpassing geldt voor de ondertekening van het ontwerp.

Bepalend gedeelte.

Voorafgaande opmerkingen.

1. Voorgesteld wordt het ontworpen besluit in hoofdstukken te verdelen die de bepalingen waaronder een verband bestaat op de volgende wijze verenigen :

a) Hoofdstuk I zou het opschrift voeren : "Indeling van de Regie der Posterijen bij de autonome overheidsbedrijven", en zou de ontworpen artikelen 1 tot 3 overnemen.

b) Hoofdstuk II zou het opschrift voeren : "Wijzigingen in de wet van 2 mei 1956 op de postcheck" en zou het ontworpen artikel 6 overnemen.

c) Hoofdstuk III zou het opschrift voeren : "Wijzigingen in de wet van 26 december 1956 op de Postdienst" en zou de ontworpen artikelen 7 en 8 overnemen.

d) Hoofdstuk IV zou het opschrift voeren : "Wijzigingen in de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen" en zou de ontworpen artikelen 4, 5, 9 en 10 overnemen. Zoals men hierna zal zien, is het immers gewettigd de ontworpen artikelen 4 en 5 in de wet van 5 juni 1971 op te nemen.

e) Hoofdstuk V zou het opschrift voeren : "Wijzigingen in het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst" en zou de ontworpen artikelen 12 en 13 overnemen (1).

f) Hoofdstuk VI zou het opschrift voeren : "Slotbepalingen" en zou de ontworpen artikelen 14 tot 16 overnemen.

2. Om voor een betere leesbaarheid van de nieuwe rechtspositieregeling van de Regie der Posterijen te zorgen is het beter geen zelfstandige bepalingen te laten voortbe-

---

(1) Zoals men tijdens het onderzoek van de artikelen zal zien lijkt het ontworpen artikel 11 overbodig en moet het vervallen.

staan, welke bepalingen zoveel mogelijk in de organieke teksten van de Regie opgenomen moeten worden.

Artikel 1.

1. In het eerste lid schrijve men ook : "de Regie der posterijen" in plaats van "DE POST", daar de artikelen 129 en 130 van de wet van 21 maart 1991 pas in werking treden "op de datum waarop de Regie ingedeeld wordt bij de autonome overheidsbedrijven" (artikel 154, eerste lid, van dezelfde wet).

2. Het tweede lid moet in de slotbepalingen staan, te weten in het ontworpen artikel 15.

Artikel 2.

De ontworpen bepaling moet als volgt gesteld worden :

"Art. 2. In artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 ..., vervallen de woorden "Regie der posterijen".

Artikel 3.

Het artikel dient eenvoudiger te worden gesteld als volgt :

.../...

"Art. 3. Artikel 1, § 4, van de wet van 21 maart 1991 ... wordt als volgt aangevuld : "3° DE POST"" (1).

Artikel 4 (dat artikel 12 wordt).

Voorgesteld wordt, zoals hoger reeds is gesteld, deze bepaling te vervangen door een bepaling tot wijziging van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der posterijen, in de vorm van een artikel 2, nieuw, tweede lid, en derhalve het ontworpen artikel 4 op te nemen in hoofdstuk IV in de vorm van een als volgt gesteld artikel 12 :

"Art. 12. Artikel 2, tweede lid, van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der posterijen, opgeheven bij de voornoemde wet van 21 maart 1991, wordt opnieuw opgenomen in de volgende redactie :

"Het nemen van een belang bedoeld in artikel 13, § 2, eerste lid, 2°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende ... wordt vastgesteld ... (voorts zoals in het ontwerp)"".

---

(1) Uit de teksten die reeds om advies aan de Raad van State zijn voorgelegd blijkt dat Belgacom bij 1° en de N.M.B.S. bij 2° van deze bepaling wordt ingedeeld.

Artikel 5 (dat artikel 13 wordt).

Diezelfde opmerking geldt voor deze bepaling die in artikel 4 van de voornoemde wet van 6 juli 1971 zou worden overgenomen en die in hoofdstuk IV van het besluit zou staan in de vorm van een als volgt gesteld artikel 13 :

"Art. 13. Artikel 4 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 21 maart 1991, wordt opnieuw opgenomen in de volgende redactie :

"De onroerende goederen en onroerende zakelijke rechten die aan de Staat toebehoren en waarvan de lijst bij deze wet gaat, worden kosteloos aan DE POST overgedragen"" (1).

Artikel 6.

1. Het ontwerp overschrijdt de bevoegdheden die aan de Koning zijn gegeven wat het optreden van de Minister van Financiën betreft, dat bij artikel 6, § 2, van het ontwerp wordt afgeschaft.

De gemachtigden van de Minister hebben verklaard dat dit optreden ten onrechte is afgeschaft. De openbare kredietinstellingen blijven namelijk ressorteren onder de Minister van Financiën.

---

(1) Zie artikel 10, § 3, van de wet van 21 maart 1991.

In paragraaf 2 schrijve men :

"... worden de woorden "Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Post behoort" vervangen door ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. Bovendien bestaat er een discrepantie tussen paragraaf 3 en de paragrafen 1 tot 5 van artikel 6, doordat zij de postkantoren schrappen terwijl paragraaf 3 ze niet schrapt.

Artikel 6 moet herzien worden.

De volgende opmerking wordt gemaakt onder voorbehoud van de opmerking betreffende de discrepantie :

Artikel 6 (dat de artikelen 4 tot 8 wordt).

Het is gebruikelijk aan elke wijziging een artikel te wijden.

Het ontworpen artikel 6 moet dus als volgt geredigeerd worden :

"Hoofdstuk II. Wijzigingen in de wet van 2 mei 1956 op de postcheque.

Art. 4. In artikel 3, vierde lid, tweede zin, van de wet van 2 mei 1956 op de postcheque, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991, worden de woorden ...

Art. 5. In de artikelen 3, vijfde lid, en 5, vierde lid van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1981, worden de woorden ...

Art. 6. In artikel 9, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991, worden de woorden ...

Art. 7. In artikel 19 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991, wordt ... het woord ...

Art. 8. In artikel 21, tweede streepje, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991, worden de woorden ...".

Artikelen 7 en 8 (die de artikelen 9 tot 11 worden).

Voorgesteld wordt ze als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk III. Wijzigingen in de wet van 26 december 1956 op de Postdienst.

Art. 9. In artikel 3, tweede lid, van de wet van 26 december 1956 op de Postdienst, gewijzigd bij de wetten van 2 juli 1981 en van 21 maart 1991, worden de woorden ...

Art. 10. In artikel 32, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991, worden de woorden ...

Art. 11. In artikel 34 van dezelfde wet, worden ... de woorden ...".

Artikelen 9 en 10 (die de artikelen 14 tot 17 worden).

1. Artikel 9, § 5, van het ontwerp vult artikel 27 van de wet van 6 juli 1971 aan met de volgende bepaling "de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten en zijn uitvoeringsbesluiten zijn niet van toepassing op DE POST".

Enerzijds overschrijdt deze bepaling de bevoegdheden die aan de Koning zijn gegeven bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Daar het koninklijk besluit van 27 juni 1991, waarvan sprake, geen enkele bepaling bevat die van toepassing is op de Post, is de uitleg die daaromtrent in het verslag aan de Koning is gegeven irrelevant.

Anderzijds is het in de wet van 10 april 1990 zelf dat de Post buiten de werkingssfeer van die tekst dient te

worden gesloten. Het is zaak van de Minister van Binnenlandse Zaken om een zodanige wijziging voor te stellen.

Artikel 9, § 5, van het ontwerp moet vervallen.

2. De inwerkingtreding van het ontworpen besluit zal aanleiding geven tot de opheffing van talrijke andere bepalingen van de wet van 6 juli 1971, in welke opheffing wordt voorzien door artikel 151 van de wet van 21 maart 1991, krachtens artikel 154 van dezelfde wet.

Alleen de artikelen 1, eerste lid, 2, eerste lid, 3, 8, § 2, 10 (gedeeltelijk), 12, eerste lid, 14, § 4, 15, 16, 17, eerste lid, 17bis, 18, 21, 23 en 24 zullen na die inwerkingtreding blijven bestaan.

Zoals de Raad van State reeds in zijn adviezen L. 19.954/9 en 20.153/9 over het ontwerp dat de wet van 21 maart 1991 is geworden voorgesteld heeft, zou het "uit wetgevingstechnisch oogpunt (...) beter zijn nieuwe teksten tot organisatie van de betrokken instellingen aan te nemen en er de in het ontwerp geplande wijzigingen in te voegen en er ook in te vermelden dat die instellingen onder de toepassing vallen van de regeling van de autonome overheidsbedrijven".

Bijgevolg wordt voorgesteld ze als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk IV. Wijzigingen in de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen.

Art. 14. (1) Artikel 8, § 3, van dezelfde wet van 6 juli 1971 wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 437 van 5 augustus 1986 en bij de wet van 21 maart 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 3, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Het verzekeringsfonds heeft tot doel het dekken van de verliezen en uitgaven te wijten aan brand, diefstal, verlies of beschadiging, alsook het dekken van vergoedingen wegens een aan derden veroorzaakt ongeval of veroorzaakte willekeurige schade".

2° paragraaf 4, 1, wordt vervangen door de volgende bepaling : "§ 4 ... (voorts zoals in het ontwerp) (2)".

---

(1) In de artikelen 12 en 13 komen immers de hierboven voorgestelde teksten voor die de artikelen 4 en 5 van het ontwerp moeten vervangen.

(2) Mits in het eerste lid "vijf percent" geschreven wordt in plaats van "5 %" en in het tweede lid, "voorgeschreven in artikel 28 van de voornoemde wet van 21 maart 1991".

Art. 16. Artikel 14, § 4, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 182 van 30 december 1982 en bij de wet van 21 maart 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 14. (voorts zoals in het ontwerp, met dien verstande dat in de inleidende volzin "aangewezen" moet worden geschreven, in plaats van "aangeduide" en "regels" in plaats van "modaliteiten"".

Art. 17. In artikel 17 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991, worden de woorden ...".

Artikel 11.

Krachtens de regel "lex specialis generali derogat" is de ontworpen bepaling overbodig gezien de wijziging die bij artikel 151, § 3, van de wet van 21 maart 1991 is aangebracht in artikel 24 van de wet van 6 juli 1971, een wet waarin de woorden "Bestuur der posterijen" en "Regie der posterijen" behouden blijven.

Artikel 12. (dat de artikelen 18 tot 22 wordt).

Het zou duidelijker zijn de wijzigingen voorgesteld in de vorm van vijf paragrafen, te verdelen in vijf artikelen, omdat verwarring zou kunnen ontstaan tussen de paragrafen van het ontwerp en de ontworpen paragrafen.

Indien op dit voorstel wordt ingegaan moet artikel 15 van het ontwerp dienovereenkomstig aangepast worden.

Het is gebruikelijk in de inleidende zinnen te herinneren aan de vroegere, nog van kracht zijnde wijzigingen.

Artikel 12 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Hoofdstuk V. Wijzigingen in het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst.

Art. 18. Artikel 7 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 december 1984, wordt vervangen door volgende bepaling :

"Artikel 7. Als drukwerk worden beschouwd ..." (1).

Art. 19. In titel I, hoofdstuk I, van hetzelfde besluit, wordt een afdeling IV ingevoegd, luidende : "Verkiezingsdrukwerken", die een als volgt geredigeerd artikel 41 bevat :

---

(1) Er is geen reden om het ontworpen artikel 7 in paragrafen in te delen daar geen enkele paragraaf ten minste twee leden bevat.

"Artikel 41. ... (voorts zoals in het ontwerp, mits in de Franse tekst : "§ 1er" wordt geschreven en in de Nederlandse tekst "op gunstiger algemene voorwaarden") (1)".

Art. 20. Artikel 62 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 maart 1976, wordt aangevuld met het volgende lid : (2).

Art. 21. Artikel 70, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 maart 1976, wordt door het volgende lid vervangen : ...

Art. 22. In hetzelfde besluit worden opgeheven :

1° artikel 8, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 december 1984 en 21 december 1990;

2° artikel 9, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 december 1984;

3° artikel 10, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 december 1984 en 8 december 1987;

---

(1) Het lijkt weinig aanbevelingswaardig een artikel 42bis in te voegen daar de artikelen 41 en 42 opgeheven zijn bij koninklijk besluit van 8 maart 1990.

(2) De redactie van het ontworpen tweede lid is niet duidelijk. Bovendien schrijve men : "die bedoeld in artikel 59, 2° en 5° ...".
Het betreft in 2° portvrije correspondentie uitgaande van sommige leden van de Wetgevende Kamers, de Gemeenschaps- of Gewestraden en de diensten daarvan, en in 5°, correspondentie verzonden ter uitvoering van de kieswetten.

4° de artikelen 11, 12 en 13, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 december 1984;

5° artikel 24, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 december 1984;

6° artikel 65, § 1, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 december 1981;

7° artikel 66, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 maart 1976;

8° artikel 69, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 maart 1976 en 8 december 1981;

9° artikel 79, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 februari 1976;

10° de artikelen 80 en 82, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 januari 1983".

Artikel 13 (dat artikel 23 wordt).

Het is niet gebruikelijk een wijzigingsbesluit te wijzigen.

Bijgevolg schrijve men :

"Art. 23. In de tabel van de taksen en voorwaarden der postverrichtingen, gevoegd bij hetzelfde besluit, vervangen

bij het koninklijk besluit van 27 maart 1992, worden de tariefnummers 6 en 11 opgeheven".

Artikelen 14 tot 16 (die de artikelen 24 tot 26 worden).

1. Er zij aan herinnerd dat die bepalingen opgenomen zouden worden in een hoofdstuk VI, luidende "Slotbepalingen".

2. In het ontworpen artikel 14, 2° (dat artikel 24, 2° wordt), dienen de woorden ", gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 484 van 22 december 1986 en bij het koninklijk besluit van 9 november 1988", te worden toegevoegd.

Bovendien schrijve men "derde lid" in plaats van "alinea 3".

3. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat artikel 15, dat artikel 25 wordt, als volgt geredigeerd moet worden :

"Art. 25. Dit besluit en de bijlagen treden in werking de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen ... van het besluit, die in werking treden op 1 januari 1995".

.../...

Bijlagen.

1. Er moet naar het beheerscontract verwezen worden daar het bij het ontworpen besluit is gevoegd.

2. Aangezien de huidige bijlage bij het ontwerp-besluit een bijlage bij de wet van 6 juli 1971 zou worden (cf. opneming van het ontworpen artikel 5 in artikel 4 van de wet van 6 juli 1971), is het gepast het opschrift ervan als volgt te redigeren :

"Lijst van de onroerende goederen en onroerende zakelijke rechten bedoeld in artikel 4 van de wet van 6 juli 1971".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen is voor verbetering vatbaar. Te dien aanzien worden in het advies bij wijze van voorbeeld een aantal tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.